



وزارة المالية
MINISTRY OF FINANCE



Direction de la Communication

NEWS

Revue de presse



Lundi 30 janvier 2023



BEA : Rebond des valeurs bancaires

Avec l'ouverture de deux banques algériennes au Sénégal et en Mauritanie, créées par quatre banques publiques, à savoir la BEA, la Banque nationale d'Algérie (BNA), le Crédit Populaire d'Algérie (CPA) et la Banque de l'agriculture et du développement rural (BADR), les opérateurs économiques algériens, privés et publics, pourront désormais profiter des facilitations nécessaires dans le domaine de l'exportation et du change. A cela vient s'ajouter l'ouverture en 2023 d'une succursale de la BEA en France.



Rapport du Forum économique mondial : L'Algérie a doublé sa production agricole

En l'espace de deux ans seulement, l'Algérie a plus que doublé sa production agricole par habitant. C'est ce qu'indique un rapport publié par le Forum économique mondial, intitulé «Transitions alimentaires, naturelles et sanitaires – modèles de pays reproductibles».



Loin des miracles

Dans un environnement mondial soumis à de graves incertitudes, l'Algérie a capté l'attention des organismes internationaux par les résultats effectifs dans le domaine stratégique de la sécurité alimentaire.



[Il se tiendra les 18 et 19 février à Alger : Un sommet de «Algeria Fin Tech» et de «e-commerce»](#)

La première édition du sommet de la Fin Tech et du le - commerce en Algérie, «Algeria Fin Tech & e-commerce summit», se tiendra les 18 et 19 février prochains à Alger, ont indiqué les organisateurs de cette manifestation.



[Relance des secteurs agricole, du bâtiment, de l'industrie et des mines : Un million d'emplois en deux ans](#)

À condition que sa symphonie ne connaisse pas de fausse note, l'économie nationale est capable de créer son million d'emplois dans les deux ans. La quasi-totalité des outils de la croissance économique sont réunis pour installer l'Algérie dans une dynamique inédite à même de susciter une forte accélération dans la création de richesse et d'emplois.



[Une économie de 100 millions de dollars sera réalisée : Les conteneurs fabriqués localement](#)

«Le premier conteneur sera prêt d'ici 6 mois», a affirmé le ministre de l'Enseignement supérieur, Kamel Bidari. L'État dépense annuellement pas moins de 100 millions de dollars dans la location des conteneurs auprès des sociétés étrangères, dont les prix ont explosé depuis l'avènement de la Covid-19.



[Le pétrole à son plus haut niveau depuis décembre : Le baril inébranlable](#)

Le Sahara Blend, pétrole algérien, reste à 86,74 dollars parmi les bruts les plus chers du panier de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (Opep). Le Brent de la mer du Nord référence du pétrole algérien pour livraison en mars a certes, terminé la semaine qui s'est achevée vendredi sur un recul de 81 cents à 86, 66 dollars, mais il reste malgré tout à son plus haut niveau depuis le mois de décembre.



Recettes fiscales : Merci les salariés !

Après les critiques de la Cour des comptes, la Banque d'Algérie, dans sa note de conjoncture du premier semestre 2022, est venue à son tour confirmer la contribution de plus en plus grandissante des salariés aux recettes fiscales globales hors hydrocarbures, corroborant par la même le mouvement haussier prévu par la loi de finances sur la période 2023-2025.



Ouverture d'agences bancaires à l'étranger : un appui à l'acte économique

Très attendue et demandée par les opérateurs économiques, l'ouverture des banques algériennes à l'étranger va se concrétiser avec l'adoption du projet de loi sur la monnaie et le crédit, lequel a reçu l'aval du président de la République. Ce dernier avait salué l'ouverture d'agences bancaires à l'étranger (France, Mauritanie, Sénégal et au Niger). Cette mesure est surtout saluée par les opérateurs économiques, qualifiée d'un appui à l'acte économique.



Importations de véhicules de moins de 3 ans : Du nouveau sur les taxes douanières

C'est lors de son passage à l'émission 'l'invité de la rédaction' de la radio nationale que le Contrôleur Général, M. Adel Habsa, directeur central aux douanes algériennes, chargé de la législation, de l'organisation et de la réglementation douanière, a annoncé des mesures préférentielles en matière de taxes douanières pour les citoyens qui voudraient importer des véhicules de moins de trois ans d'âge circulant à l'énergie électrique.



La paradoxale noblesse du dinar

L'heure et le moment ne sont pas roses partout, loin s'en faut. Dans la majorité des pays, les plaintes sur l'existence malmenée se généralisent. L'Algérie n'échappe pas à la drôle d'allégorie où se mêlent le bon et le mauvais.



[Droits et taxes douanières: Des abattements de 80% pour l'importation de voitures électriques](#)

Le directeur général en charge de la législation, de la réglementation et des procédures douanières au sein des Douanes algériennes, Adel Habsa, a annoncé, hier, sur les ondes de la Radio nationale Chaîne 1, que le recouvrement des taxes et droits douaniers a atteint, en 2022, la valeur de 1.148 milliards de dinars, reflétant « les efforts de l'institution de contrôle pour financer le Trésor public ».



[Ils ont atteints près de 1.150 milliards de dinars en 2022 : Recouvrements des droits douaniers, les chiffres révélés](#)

Le Directeur général auprès des Douanes algériennes, en charge de la réglementation et des procédures douanières, en l'occurrence Adel Habsa, a annoncé hier à Alger que le recouvrement douanier en 2022 a atteint la valeur de 1.148 milliards de dinars de taxes et de droits douaniers, reflétant les efforts de l'institution de contrôle pour financer le Trésor public.



[Importation de voitures de moins de 3 ans : L'électrique bénéficiera d'une taxation avantageuse](#)

La collecte douanière en 2022 a atteint la valeur de 1 148 milliards de dinars, a annoncé hier Adel Habsa, directeur de la législation, de la réglementation et des systèmes douaniers à la Direction générale des Douanes, estimant que cela reflète les efforts de cette institution pour financer le trésor public.

بنوك تدشنها تزامناً مع توافد عدد كبير من الأجانب: مكاتب صرف بالفنادق ومراكز التجمّعات لاستقطاب “الدوفيز”

لم تكثف البنوك العمومية بالتوسّع في عمليات فتح مكاتب لصرف العملة الصعبة على مستوى الوكالات وحتى المطارات بالولايات الأكثر استقطاباً للسياح، وإنما تسعى أيضاً لفتح مكاتب صرف مؤقتة على مستوى الفنادق التي تشهد إقامة الأجانب على هامش الأحداث الاقتصادية والرياضية الكبرى، وهذا لاحتواء المبالغ التي تدخل السوق الوطنية من العملة الصعبة وقطع الطريق على خروجها نحو السوق السوداء.

مديرية الجمارك تكشف عن جديد ملف استيراد السيارات أقل من 3 سنوات

كشف مدير التنظيم بالجمارك، عادل حابسة، عن تطبيق جباية تفضيلية لمستوردي السيارات التي تعمل بالطاقة الكهربائية. وقال حابسة، الأحد، خلال نزوله ضيفاً على برنامج “ضيف الصباح” للقناة الإذاعية الأولى أن هؤلاء المستوردين سيستفيدون من تخفيضات تصل إلى 80 بالمائة من مجموع الرسوم والحقوق الجمركية المدفوعة.

DOUANES

«Le nouveau système d'information bientôt appliqué»

Le directeur de la législation, de la réglementation et des systèmes douaniers, Adel Habsa, a indiqué hier dimanche que le recouvrement effectué par les services des douanes s'élevait à 1 148 milliards en 2022 avec pas moins de 33 000 infractions relevées.

Invité de la matinale de la Radio algérienne Chaîne 1, le responsable a estimé que cette recette reflète les efforts de l'institution de contrôle pour financer le Trésor public et qui a pu saisir près de cinq millions de comprimés hallucinogènes, en plus de dix tonnes de kif traité, 45 kilogrammes de drogues dures, et 520 tonnes de matériaux subventionnés.

S'agissant du dossier d'importation des voitures de moins de 3 ans, le douanier a rappelé que la loi de finances 2023 contenait un article autorisant cette importation, qui sera effective après la publication du texte d'application dans le *Journal officiel*. Il notera également que les importateurs de voitures à propulsion électrique bénéficieront de réductions allant jusqu'à 80% du montant total des droits et taxes.

Par ailleurs, le responsable a mis l'ac-

cent sur l'importance d'entrer dans le nouveau système d'information pour l'administration des douanes, en cours d'application. Il a souligné que l'informatisation est liée à un système intégré qui comprend trois éléments : un centre de données prêt, reliant la communication par fibre optique et satellites et un logiciel qui a été testé récemment. «Le nouveau système d'information évitera aux citoyens de se déplacer pour accomplir les procédures douanières», a-t-il expliqué avant de poursuivre que «le système sera progressivement mis en pratique une fois les essais terminés».

Le contrôleur général et directeur de la législation, de la réglementation et des régimes douaniers a souligné que les Douanes algériennes considèrent le concessionnaire économique comme un partenaire, et tiennent donc à faciliter les

procédures douanières selon le système de concessionnaire économique agréé.

L'invité de la matinale a annoncé également qu'un groupe de travail s'attelle à apporter les dernières modifications au code douanier. «La révision vise essentiellement à accorder plus de facilitations aux opérateurs économiques, à transposer les différentes normes et standards des conventions internationales, à alléger les procédures contentieuses et à accompagner les opérateurs dans les exportations hors hydrocarbures», explique-t-il. Faut-il préciser que le secteur a été régi depuis plus de 40 ans par des textes de loi devenus caducs. Un nouveau cadre législatif devra répondre aux multiples mutations de l'économie nationale et mondiale, car la douane est un acteur principal dans les opérations liées notamment au commerce extérieur. La révision du code s'inscrit donc dans le cadre des réformes économiques engagées par le gouvernement.

Ilhem Tir

FORUM DES PAYS EXPORTATEURS DE GAZ (GECF)

Alger hôte du 7^e sommet

A l'instar du précédent, tenu au Qatar, et eu égard à la conjoncture toute singulière que traverse le marché mondial de l'énergie et des perspectives qui annoncent une poursuite de la crise en 2023, le prochain sommet des pays membres du Forum des pays exportateurs de gaz (GECF), le 7^e du genre, devrait attirer particulièrement l'attention. Déjà, la question du pays qui en sera l'hôte est officiellement réglée puisque c'est à l'Algérie que revient cet honneur.

Si le 6^e sommet avait été tenu dans un contexte extrêmement délétaire, la crise russo-ukrainienne n'avait pas encore tourné à la guerre, le prochain sommet des 20 pays membres de ce qui est communément appelé «l'Opep du gaz» a, en revanche, toutes les chances de se tenir dans un climat que les perspectives du marché mondial du gaz imaginent déjà pas très ordinaire, pour le moins que l'on puisse dire. En effet, les pays producteurs de gaz sont partis pour vivre une année sous forte pression en raison de la demande en gaz naturel et en GNL que tous les spécialistes donnent en forte hausse en raison de l'obligation de renflouer leurs réserves à laquelle seront confrontés les

pays de l'UE au moment où la Chine et les autres pays de l'Asie se remettront à «écumer» le marché mondial pour alimenter leur économie après une longue période «creuse», ce qui est le cas surtout de l'économie chinoise particulièrement pénalisée par les restrictions en guise de mesures destinée à contrer la pandémie de Covid. Un contexte donc on ne peut plus tendu qui verra, vers la fin de l'année, les plus importants pays producteurs de gaz se réunir à Alger.

L'Algérie qui s'est affirmée comme un des plus importants acteurs engagés dans la résolution de la crise mondiale de l'énergie en 2022, du gaz notamment, a vu son souhait d'abriter la 7^e édition du Sommet du



GECF exaucé. Un vœu exprimé il y a près d'une année à Doha par le président de la République lorsque commençait à se poser avec acuité le problème de l'approvisionnement mondial, lorsque beaucoup en Europe et dans l'Occident en général pensaient peu probable que la Russie couperait ses exporta-

tions vers l'UE. Tout le monde sait ce qu'il est advenu après le déclenchement du conflit armé en Ukraine, poussant la crise du gaz à atteindre des proportions jamais imaginées. C'est dans ce même contexte que s'annonce encore l'année 2023 pour le gaz. De quoi en somme conférer dès maintenant au prochain sommet

du GECF, à Alger vers la fin de l'année donc, une importance jamais égalée.

Le GECF, que dirige l'Algérien Mohamed Hamel, et à travers les 19 pays qui le composent, représente 70% des réserves mondiales de gaz et 43% de la production.

M. Azedine

COMMENTAIRE

Investir plus et mieux

Par Ali Gouïsem

Le développement social de tout pays passe par la relance de son économie. Pour y arriver, plusieurs leviers sont à enclencher simultanément. Les grandes lignes de cette stratégie décidée par les pouvoirs publics sont contenues dans la Constitution de novembre 2022. Ces textes de référence apportent une nouvelle vision dans la gestion de l'intérêt national. Ce but suprême transcende les tabous et les carcans d'une idéologie dépassée aussi bien par le temps que par la réalité du terrain. Les grands chamboulements qui secouent, actuellement, la scène internationale imposent une logique de réadaptation capable d'absorber les chocs induits par ces bouleversements conjoncturels et surtout de déployer une riposte convenant en pareille situation. L'épisode dramatique du Covid qui a mis à nu les capacités sanitaires des Etats à faire face, individuellement, à l'épidémie, a été aggravé par le conflit armé russo-ukrainien. La dépendance des économies, particulièrement celles des pays fragiles, a sonné l'alerte dans tous les domaines des affaires quotidiennes et à un degré plus vital dans leur propre sécurité alimentaire. Le réchauffement climatique qui s'accroît de plus en plus fait planer le spectre de la sécheresse et son corollaire la l'insécurité alimentaire. Les sombres perspectives mondiales obligent donc tout décideur conscient de ses responsabilités à protéger la souveraineté de son pays qui passe, en premier lieu, par une indépendance économique. Dans ce sens, les orientations du président de la République portent sur la réorganisation drastique de tous les secteurs de l'économie nationale. Elles appellent à sortir l'agriculture du caractère social vers une vision plus moderne qui inclut la formation et la qualification de la ressource humaine. Il est impératif de combler le déficit chiffré à plus de 7 millions de tonnes de blé pour satisfaire notre propre consommation qui atteint les 12 millions de tonnes. Parallèlement à cette action première, une attention particulière est accordée au développement local où les walis et les élus communaux sont investis de prérogatives managériales totales. Des nouveaux codes sont attendus, cette année, pour concrétiser cette volonté de décentralisation du pouvoir décisionnel. Dans le même temps, c'est une lutte contre la bureaucratie qui est engagée afin de garantir un environnement propice à l'investissement. La protection juridique de l'acte d'investir en garantissant la stabilité des lois sont autant d'atouts contenus dans le nouveau code d'investissement pour intéresser aussi bien les nationaux que les étrangers. Pour ces derniers, c'est le principe gagnant-gagnant qui sera retenu dans les négociations de partenariat avec toute la latitude d'exportation des dividendes en monnaie étrangère. L'emplacement géographique de notre pays et ses opportunités énergétiques ajoutés à la disponibilité d'une main-d'œuvre importante placent l'Algérie en pôle position des espaces méditerranéens pouvant bénéficier de la politique de relocalisation des entreprises européennes disséminées dans des contrées lointaines. Dans ce sens, le déclin est perceptible à travers l'intéressement des Américains dans l'investissement dans des mégaprojets agricoles. Il en est de même des Italiens, des Turcs et des Allemands pour ne citer que ces précurseurs. La certitude prouvée de l'engagement de notre pays à se conformer aux réalités économiques internationales et à leur protection juridique ne manquera pas d'élargir la liste des investisseurs étrangers.

FINANCE

Tenue à Alger du Sommet de la fintech et de l'e-commerce en février

La première édition du Sommet de la fintech et de l'e-commerce en Algérie, «Algeria fintech & e-commerce summit», se tiendra les 18 et 19 février prochains à Alger, ont indiqué les organisateurs de cette manifestation dans un communiqué. Cette rencontre se tiendra sous le parrainage le ministre de l'Économie de la Connaissance, des Start-ups et des Micro-entreprises, le ministre de la Numérisation et des Statistiques et du ministre de la Poste et des Télécommunications, en partenariat avec le Groupement algérien des acteurs du numérique «GAAN» et le Groupement d'intérêt économique «GIE-Monétique», fait savoir la même source.

OUVERTURE D'AGENCES BANCAIRES À L'ÉTRANGER

Un appui à l'acte économique

A la lumière de la réforme de la loi de la monnaie et du crédit, l'Etat accompagne les opérateurs économiques dans leurs démarches d'exportation hors hydrocarbures, et pas que. Ces succursales de banques nationales à l'étranger permettent aussi la bancarisation des avoirs des membres de la diaspora.

Une mesure qui va valoriser la production nationale en Afrique de l'ouest notamment mais également en Europe. Cette ouverture des banques algériennes à l'étranger profite ainsi à la communauté nationale à l'étranger et facilite le mouvement des capitaux et le rapatriement rapide des devises en Algérie.

Pour Mourad Bouatou, président du Cluster Algérie Agro-Logistique, ce projet prometteur libère les opérateurs économiques d'un grand problème qui handicapent leurs activités à l'étranger.

« Les importateurs souffrent du manque d'infrastructures bancaires à l'étranger lorsqu'ils font des opérations », a-t-il rappelé hier au micro de la chaîne 3, de la Radio Algérienne, considérant que « c'est déjà un premier pas pour capter cet épargne qui est d'une importance capitale ».

« Ce projet s'inscrit donc dans l'optique de l'action gouvernementale et en tant que cluster, nous encourageons la démarche qui permet de revenir vers cette orthodoxie financière », s'est félicité M. M. Bouatou.

De son côté Moncef Boudarba, président de l'association des céramistes algériens, indique que le projet d'ouverture des banques est « en phase de concrétisation dans les pays ciblés en retour de l'investissement et en export », citant particulièrement la Mauritanie, le Sénégal, le Niger, la Côte d'Ivoire, le Mali ».

« La décision du gouvernement algérien va nous permettre, en tant qu'acteurs économiques de trouver le soutien financier sur place afin de pouvoir exécuter nos transactions », a-t-il souligné.

R. N.

COMMENTAIRE

UNI ET SOLIDAIRE

Par Nadia Kerraz

Peut-on croire en la possibilité d'un monde musulman uni et solidaire, en mesure de faire face aux nombreux défis auxquels il fait face dans un contexte géopolitique marqué par la loi du plus fort et où aucune faiblesse n'est permise ? La question peut sembler saugrenue tant il est vrai que nombreux sont ceux qui pensent que ce monde (musulman) est une utopie. Pourtant, rien n'empêche dans les faits l'émergence de ce monde musulman. Avec plus de 1 milliard et demi de musulmans dans le monde et d'importantes ressources naturelles convoitées par les puissants de ce monde, la Oumma est dans la capacité d'être un poids politique et économique à même de peser dans les relations internationales. Un poids qui lui confèrera aussi les moyens de défendre les causes justes, dont celle de la Palestine, et d'imposer ses solutions aux nombreux conflits

et crises qui la rongent. Mais la réalité est bien loin de cette attente. A la place de l'union et de la solidarité auxquelles aspirent les musulmans, l'image qu'offre aujourd'hui le monde musulman est celle d'un corps malade incapable de se défendre contre toutes les agressions extérieures. D'aucuns parmi les observateurs diront que sa responsabilité dans cette situation est entière et que même le «virus» en cause a été inoculé de l'intérieur du fait d'une rivalité sur le leadership qui n'a pas lieu d'être en vérité. Et pour cause, un monde divisé et déchiré par des luttes intestines alimente forcément les convoitises que des puissances mondiales, au demeurant, n'ont jamais cessé de nourrir. D'où l'importance de la 17^e session de la Conférence de l'Union des parlements des pays membres de l'Organisation de la coopération islamique (UP-OCI) dont les travaux se sont ouverts hier à Alger. Cette rencontre, espère-t-on, va constituer un nouveau jalon sur la voie de la prise de conscience collective quant à la nécessité de s'unir et de faire bloc pour porter et soutenir les causes du monde arabo-musulman. Dans son message lu à l'ouverture des travaux par le président de

l'Assemblée populaire nationale, le président Tebboune a balisé le chemin en suggérant nombre de pistes à suivre et qui sont à même de consolider le renouveau du monde musulman et de relever les défis imposés par la propagation du fondamentalisme, de l'obscurantisme, l'intolérance et l'enfermement idéologique. L'Organisation de la coopération islamique, qui est la deuxième plus grande organisation intergouvernementale au monde, en termes de nombre de ses membres, après les Nations unies, peut faire entendre sa voix et défendre ses principes et positions dans les fora internationaux. Certes, il faudra redoubler d'efforts pour changer cette image que l'Occident en général veut coller aux musulmans, mais la tâche, pour aussi ardue peut-elle être, n'est pas impossible. Il suffit d'œuvrer ensemble sur ce qui réunit et unit la Oumma et de mettre de côté les divergences qui n'ont pas lieu d'être. Le Prophète Mohammed, paix et salut sur lui, a dit : «Le croyant est pour le croyant comme un édifice dont une partie supporte l'autre.» Un hadith dont le sens est à méditer.

■ N. K.



وزارة المالية
MINISTRY OF FINANCE

Bonne lecture

💡 Avez-vous des questions?
Contactez nous sur :

✉ dc@mf.gov.dz

☎ Poste: 2784

www.mf.gov.dz



@MFinance_dz



@MFinancesdz



وزارة المالية الجزائرية MFINANCES CHANNEL



Copyright © MINISTÈRE DES FINANCES
Immeuble Ahmed Francis, Cité Malki, Benaknoun - Alger